



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Arrêté préfectoral n° 06 DAIDD M 013**  
**autorisant la SOCIÉTÉ NOUVELLE DE**  
**BALLASTIÈRES à se substituer à la société SNC**  
**COSSON pour l'exploitation d'une carrière de sables,**  
**sablons et graves sur le territoire de la commune de**  
**Marolles-sur-Seine (lieudit le Moulin à Vent)**

Le Préfet de Seine et Marne,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement, ses parties législatives et réglementaires,

Vu le code minier,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et pris pour l'application des dispositions du Code de l'environnement susvisé, notamment ses articles 23-2 et 18,

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié instituant le Règlement général des industries extractives,

Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'attestation de garanties financières prévu à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

Vu les arrêtés ministériels du 10 février 1998 et 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,

Vu la circulaire du ministère chargé de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

Vu la circulaire du ministère chargé de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

Vu l'arrêté préfectoral n°05 DAI 2M 013 du 4 mars 2005 autorisant la société COSSON à exploiter une carrière de sables, sablons et graves sur le territoire de la commune de Marolles sur Seine,

Vu la demande d'autorisation de changement d'exploitant, en date du 14 octobre 2005, signée par Fernand LOPES agissant en qualité de gérant de la SOCIETE NOUVELLE DE BALLASTIERES (le concessionnaire) et contresignée par Bruno CHAMBON agissant en qualité de gérant de la société COSSON (le cédant),

Vu le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 12 mai 2006,

Vu l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de sa réunion du 2 juin 2006,

Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié le 2 juin 2006 à l'exploitant qui n'a pas formulé d'observation,

Considérant qu'aucune déclaration de début d'exploitation n'a été déposée par le cédant,

Considérant l'attestation de maîtrise foncière ainsi que l'acte de cautionnement solidaire fournis par le concessionnaire,

Considérant les capacités techniques et financières du concessionnaire,

Considérant dans leur ensemble les mesures de protection, de prévention et de surveillance que le concessionnaire s'engage à mettre en œuvre,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **A R R E T E**

### **Article 1°**

La SOCIETE NOUVELLE DE BALLASTIERES, ci après dénommée le concessionnaire, dont le siège social est situé 1 rue Vasco de Gama à Créteil (94046) est autorisée à se substituer à la société SNC COSSON pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert située sur le territoire de la commune de Marolles sur Seine (lieudit Le Moulin à Vent parcelles ZP 128, 130 et 183 ainsi qu'une partie du chemin rural n°20 dit du Moulin à Vent, l'ensemble représentant une surface totale de 26 ha 51 a 06 ca).

### **Article 2**

L'intégralité des droits et obligations de l'arrêté préfectoral n°05 DAI 2M 013 du 4 mars 2005 sont transférées au concessionnaire.

Ainsi :

- L'échéance de l'autorisation initiale est inchangée et la présente autorisation est donc accordée pour une durée de 10 ans à compter de la notification de l'arrêté préfectoral ci-dessus,
- Au titre des aménagements préliminaires, le concessionnaire est tenu de mettre à jour les panneaux d'identification prévus à l'article III.1,
- Lorsque l'ensemble des aménagements préliminaires est achevé, le concessionnaire adresse au préfet, en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23.1 du décret n°77.1133 du 21 septembre 1977. Celle-ci est accompagnée du plan de bornage.

- En outre, le concessionnaire adresse au préfet, au plus tard 3 mois avant le début des travaux, le document initial de sécurité et de santé qu'il aura établi.

### **Article 3**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif.

1° - par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit arrêté a été notifié,

2° - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé de construction dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Article 4**

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

### **Article 5**

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, le concessionnaire encourt notamment les sanctions prévues par les articles L.216-6, L.216-13, L.514-1, L.514-2, L.514-3, L.514-9, L.514-10, L.514-11, L.514-12, L.514-13, L.514-14, L.514-15, L.514-18, L.541-46, L.541-47 du Code de l'Environnement et l'article 43 du décret n°77.1133 du 21 septembre 1977.

### **Article 6**

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de MAROLLES SUR SEINE et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de MAROLLES-SUR-SEINE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du concessionnaire.

Un avis est inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

## Article 7

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés,

chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Société Nouvelle de Ballastières,
- Monsieur le Sous-Préfet de Provins,
- Monsieur le Maire de Marolles-sur-Seine,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France,
- Monsieur le Conservateur Régional de l'archéologie de la Région Ile de France,
- Monsieur le Directeur de France Télécom des lignes de Fontainebleau-Vulaines,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile de France, Cachan,
- Monsieur l'Ingénieur en Chef de la Navigation de la Seine,
- Monsieur le Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- Monsieur le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple,
- Chrono,

Fait à Melun, le 07 juin 2006

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Signé : Francis VUIBERT

POUR AMPLIATION  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Chef de Bureau

